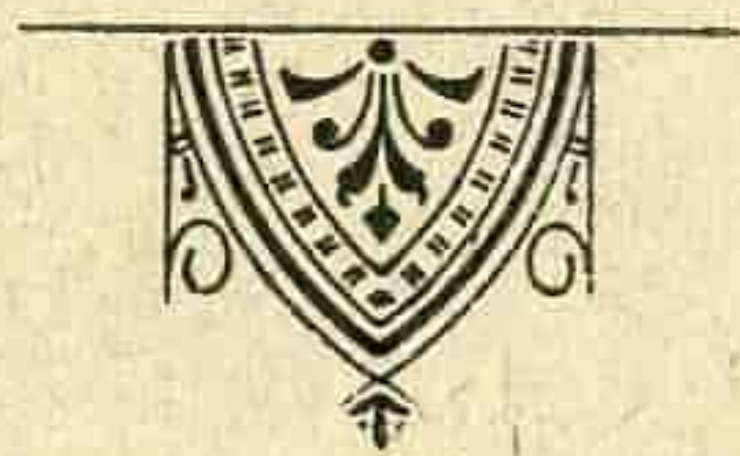


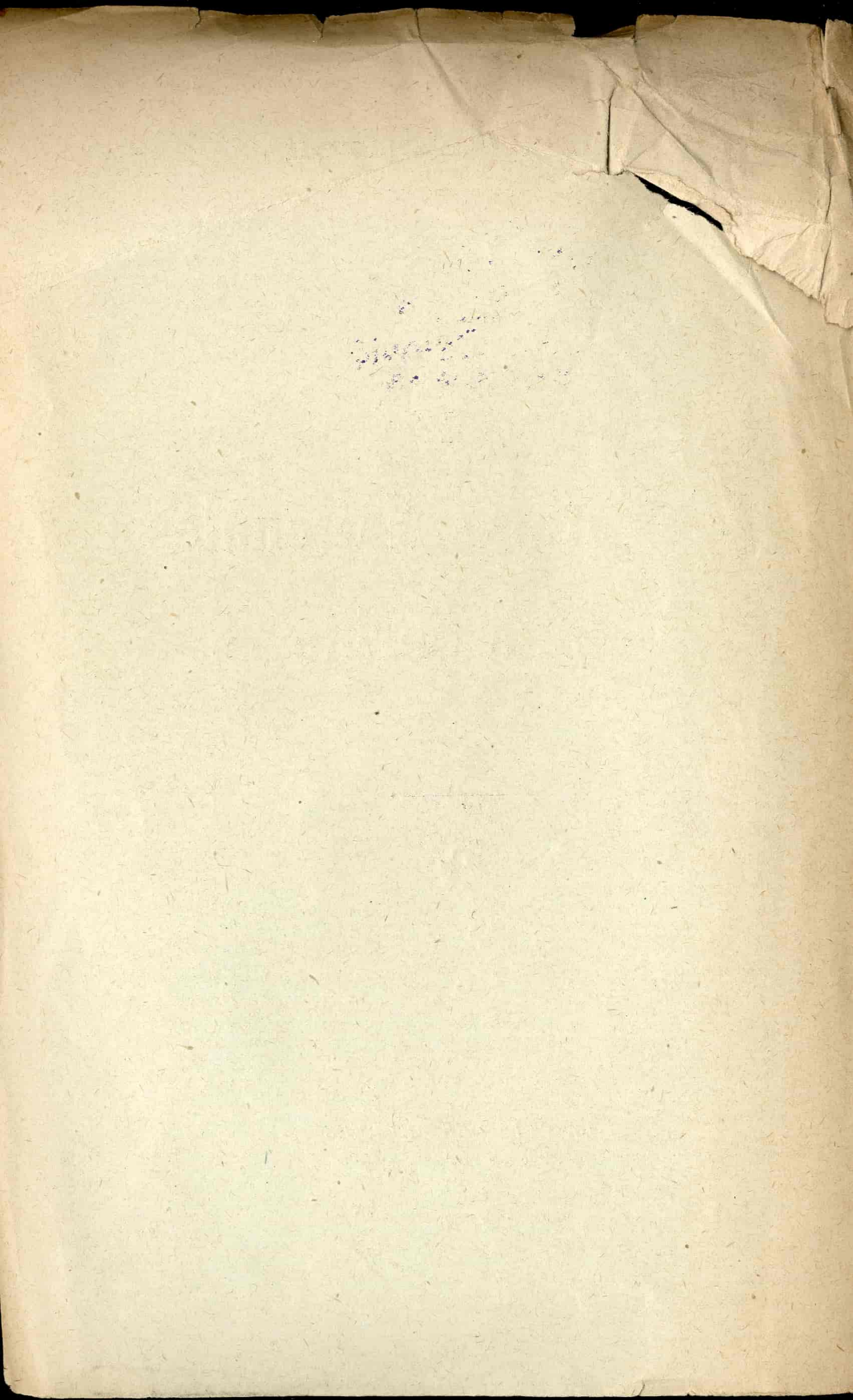
7.66
200

Mil. R. VESNITCH

LES
Aspirations Nationales
de la Serbie



ÉDITION SPÉCIALE
DE
LA PAIX DES PEUPLES
95, Rue des Petits-Champs, 95
PARIS



Л. С. С.
200

ID = 41423873

УНИВ. БИБЛИОТЕКА
И. Бр. 45213

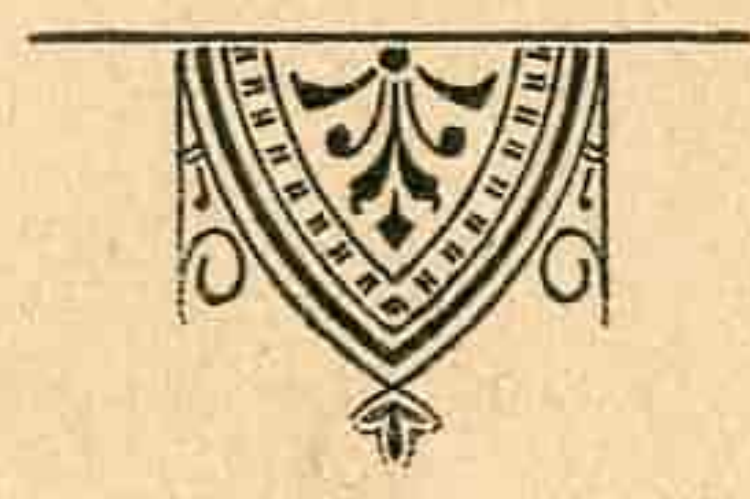
Mil. R. VESNITCH

Луна
БЕОГ

Luka Celović
BEOGRAD

LES

Aspirations Nationales de la Serbie



ÉDITION SPÉCIALE
DE
LA PAIX DES PEUPLES
95, Rue des Petits-Champs, 95
PARIS

Les Aspirations

nationales de la Serbie

Nombreux sont ceux — et non des moindres — qui, de bonne foi, s'imaginent que le mouvement yougoslave est de date récente. Plus d'un pense même qu'il est la conséquence directe de la dernière guerre. L'erreur est grande, et de nature à préjudicier gravement à notre cause nationale. Il ne faut donc pas se lasser de redire que notre nation à trois noms a été unie moralement et intellectuellement de tout temps, et qu'elle a conservé cette unité malgré toute la propagande opposée, vint-elle des Allemands, des Magyars ou des Turcs.

Cette unité s'est manifestée à tous les moments critiques de notre longue et tragique histoire : nous avons été unis, quand, dès le VII^e siècle, nous avons eu à soutenir les attaques des Allemands et plus tard, au IX^e siècle, des Magyars; nous avons été unis, quand, au XIV^e siècle, il a fallu nous opposer une dernière fois à l'invasion turque; unis aussi contre les velléités de domination vénitienne, et de même unis dans le premier grand effort d'émancipation du joug musulman, comme en 1848 dans la lutte contre les Magyars : à l'appel de Karageorge et de ses successeurs, sont accourus collaborer dans la nouvelle Serbie du XIX^e siècle, non seulement les Serbes de toutes les contrées turques, autrichiennes et hongroises, mais aussi nos frères Croates et Slovènes. La première, la véritable cause de la guerre mondiale, que nous liquidons, se trouve précisément dans le fait que les chancelleries de Berlin et de Vienne se sont effrayées de l'enthousiasme par lequel les Serbes, les

Croates et les Slovènes de la monarchie des Habsbourg, saluèrent, à la fin de 1912 et dans le courant de 1913, les succès des armées du roi Pierre. Un des nôtres, Svetozar Marcovic, socialiste digne de la plus grande estime, père intellectuel du radicalisme serbe, écrivait dès 1871 : « L'idée de l'unité serbe est la plus révolutionnaire qui existe dans la péninsule balkanique, de Stamboul à Vienne. Elle renferme en elle la destruction de la Turquie et de l'Autriche, la fin de la Serbie et du Monténégro comme principautés autonomes, et la révolution dans tout l'ensemble politique du peuple serbe. Avec des fragments détachés de ces deux Empires, et ces deux Principautés, former un nouvel Etat indépendant, tel est le sens de l'unité serbe. » Pour parler un langage plus en rapport avec l'esprit et les circonstances modernes, il aurait dit : « Tel est le sens de l'unité yougoslave ». Car, dès ce moment, sa pensée embrassait les Croates et les Slovènes dans la même unité que les Serbes proprement dits. Un Croate de grand talent, révolté contre la tyrannie tudesque et magyare, Tkalac, avait exprimé les mêmes idées dès 1853 dans une remarquable étude publiée à Leipzig, sous le titre *Das Serbische Volk* (Le Peuple serbe). Un autre apôtre de l'unité slave, le Père Krizanic en avait, dès le xvii^e siècle, été déjà le précurseur.

Si notre grand homme d'Etat Ristic, dans son mémoire au Congrès de Berlin (1878), n'a pas cru devoir parler des Croates et des Slovènes, c'est parce qu'il était tenu de ménager les susceptibilités du comte Andrassy, maître, à l'époque, de l'Orient européen. Il eut pourtant le courage de lancer aux augures de l'illustre aréopage cette audacieuse vérité : « Tant qu'elle n'aura pas été réglée d'une manière satisfaisante, la question serbe provoquera de graves difficultés et restera la clef de la question d'Orient. Avec toute sa puissance, toute son énergie qui est capable d'avoir raison de la vaillance la plus résolue, la Porte, après cinq siècles d'efforts, n'est pas parvenue à étouffer la question serbe ni à en prévenir les explosions périodiques. On peut donc conclure, de ce fait, que la question serbe ne pourra jamais être écartée, et que l'intérêt général exige

catégoriquement qu'elle soit enfin une bonne fois réglée. » Ce qui était exact en 1878 de la question serbe, au sens étroit du mot, l'est de même, sinon plus, de l'union dans un seul Etat libre et démocratique de tous les Serbes, Croates et Slovènes, union au regard de laquelle l'unité serbe n'a jamais été qu'une étape. En parlant de l'évolution du problème serbe, un noble français, tombé glorieusement le 10 juin 1915, en défendant sa grande Patrie, notre inoubliable ami Gaston Gravier, a écrit, dans son ouvrage, pieusement publié après lui, *Les frontières historiques de la Serbie* (1), ce beau passage : « Si ce développement témoigne d'une telle unité, c'est qu'en dépit des obstacles de toute sorte, il a obéi à l'énergie des hommes de valeur qui, à chaque passe critique, se trouvèrent au gouvernail de l'Etat; c'est que surtout il a suivi l'impulsion directrice, partie de l'âme même du peuple, effort de reconquête en même temps que de libération, désir d'union et de poussée vers le large. »



Les Serbes, les Croates et les Slovènes constituent une même nation qui possède depuis longtemps sa civilisation particulière et son unité intellectuelle. Et aujourd'hui cette nation, aux points de vue littéraire et artistique, est à la hauteur du progrès moderne. Quoique épuisé par les deux guerres balkaniques, ce peuple a pris, pendant la guerre actuelle, qui lui a été imposée, la ferme résolution de réaliser définitivement son unité nationale.

Avec la prolongation des hostilités, comme le nombre des Etats alliés et associés croissait sous le drapeau de la liberté, le caractère des buts de guerre s'est développé dans le sens des grands principes des droits des peuples. Mais l'idéologie du peuple yougoslave est toujours restée, du commencement à la fin, semblable à elle-même. Dès le début de la lutte, il s'est solidarisé pour atteindre un but unique sous la devise : « L'union dans un Etat. »

Le Gouvernement et le Parlement serbes ont proclamé,

(1) Paris, Armand Colin, 1919, p. 157.

dès le mois de novembre 1914, c'est-à-dire à l'un des moments les plus critiques de la guerre, où les Austro-Hongrois s'étaient avancés sous le commandement du maréchal Potiorek jusqu'au cœur même de notre pays, que la Serbie était pour l'émancipation définitive et pour l'union indissoluble de tous nos frères serbes, croates et slovènes, gémissant sous la domination austro-magyare. Et nos dirigeants sont restés fidèles à cette déclaration à travers toute la lutte tragique par laquelle notre peuple a passé. Les patriotes yougoslaves, échappés à la potence autrichienne, ont accepté, eux aussi, ce programme, et le Pacte de Corfou a scellé une fois pour toutes notre politique nationale, saluée par la grande sympathie de tous les vrais amis de la liberté des peuples.

Après quinze mois de résistance et sous la pression d'un ennemi trois fois plus nombreux, les troupes serbes, attaquées en même temps, au Nord et à l'Ouest par les armées allemandes et austro-hongroises, à l'Est par toutes les forces bulgares, durent, en un continuel combat, se replier avec le gouvernement royal, d'abord vers le Sud, puis vers l'Ouest à travers l'Albanie. Après leur réorganisation, effectuée à Corfou avec le concours des Alliés, ces mêmes troupes ont repris position à la frontière sud de la Serbie : là, elles ont continué la lutte jusqu'à la victoire décisive de septembre 1918, par laquelle l'ennemi a été définitivement chassé du territoire national.

Des volontaires, Serbes, Croates et Slovènes de l'ancienne Autriche-Hongrie, ont, avec leurs frères de Serbie, rivalisé de dévouement dans cette lutte. Pendant tout le temps qu'elle a duré, ils sont accourus de tous les points du monde, de la Russie, de l'Amérique, de l'Australie même, pour se grouper sous les drapeaux du roi Pierre; ils ont atteint le chiffre d'environ 100.000 combattants dans l'armée serbe. C'est avec des prisonniers austro-hongrois appartenant à notre nationalité que fut formé en Russie, en 1916, un corps d'armée sous le commandement d'un général serbe; ce corps d'armée, venant au secours de la Roumanie, combattit en Dobroudja. Ses faits d'armes comptent parmi les plus glorieux de cette guerre. Lorsque la Russie sombra

dans la désorganisation, il dut quitter ce malheureux pays; partie par la mer du Nord, partie par l'Extrême-Orient, il arriva à Salonique où, constitué en division yougoslave dans l'armée serbe, il recommença la lutte : la prise de Koziak est l'œuvre de cette division. Ceux de ses hommes qui ne purent quitter la Russie combattent toujours sous les drapeaux alliés en Sibérie et en Mourmanie.

Jamais l'esprit de notre peuple ne fut plus ardent et combatif qu'au moment précis où la Serbie se trouvait occupée par les troupes ennemies; jamais le soldat serbe ne fit preuve d'un esprit plus irréductible, jamais les volontaires yougoslaves n'accoururent en nombre aussi considérable qu'à l'heure même où la situation était le plus critique. A cette même époque, la Serbie repoussait, à plusieurs reprises, les suggestions de paix séparée que lui adressait l'Autriche-Hongrie.

La solidarité des Serbes, des Croates et des Slovènes sur le champ de bataille a trouvé, dans toutes les classes des populations, un écho qui s'est traduit par des manifestations spontanées dans toutes nos provinces, de l'ancienne Autriche-Hongrie au Monténégro.

Ainsi, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est un fait accompli, résultant de la volonté du peuple. Le Royaume de Serbie a proclamé solennellement la réunion de tout notre peuple dans un Etat national unitaire. La Grande Assemblée nationale de Podgoritsa a voté à l'unanimité, au nom de notre peuple du Monténégro, sa réunion à la Serbie et au reste de notre nation, dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le fait de l'union et de la constitution du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes a été notifié officiellement aux Gouvernements des Etats alliés et neutres.

Les régions habitées par notre peuple comprennent les territoires situés dans les Alpes du Sud limitrophes de l'Autriche allemande, sur les rives de la Sotcha, de la Mure, de la Drave, de la Save, du Danube, de la Theiss, du Timok, du Vardar et de la Strouma, et sur les bords de la mer Adriatique. Notre peuple possède une conscience très développée de son unité nationale. Les territoires qu'il occupe

présentent une importance toute particulière au point de vue des intérêts européens, à cause de leur situation géographique. Ils mettent en rapport l'Europe centrale avec le Proche-Orient, la Méditerranée et l'Asie Mineure. Pendant les cinq derniers siècles, des guerres sanglantes se sont produites presque sans interruption pour la possession de ces régions entre deux grands empires continentaux, l'Autriche et la Turquie : tous deux ont maintenant disparu.

La Serbie a commencé, il y a cent ans, le combat décisif pour son indépendance et son unité nationale, sous Karageorge et Miloche; elle l'a continué jusqu'à nos jours. Le peuple serbe du Monténégro a été, lui aussi, continuellement en lutte contre les Turcs. Dans cette dernière guerre, l'Autriche a voulu écraser la Serbie et atteindre Salonique. Mais c'est elle-même qui fut écrasée, tandis que la Serbie, aidée de ses grands alliés, en est sortie victorieuse, organisée en un Etat total, grâce au complément des territoires yougoslaves de l'ancienne Autriche. Il est de l'intérêt absolu de la paix future que des conditions normales d'existence soient enfin assurées à cette partie importante de l'Europe; elles ne peuvent l'être que par la création d'un Etat unitaire, fondé sur le principe des nationalités. L'intérêt général exige qu'à cet Etat soient assurées toutes les possibilités d'une existence régulière; ce n'est que de cette façon qu'il pourra se consolider et consacrer toutes ses énergies à son développement économique et intellectuel. Et ceci ne se pourra que si notre peuple, qui a conquis son indépendance, résout complètement le problème de ses frontières d'Etat, de manière qu'elles englobent tous ceux qui appartiennent à la race des Serbes, Croates et Slovènes.

Le principe des nationalités et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes constituent la base de notre Etat.

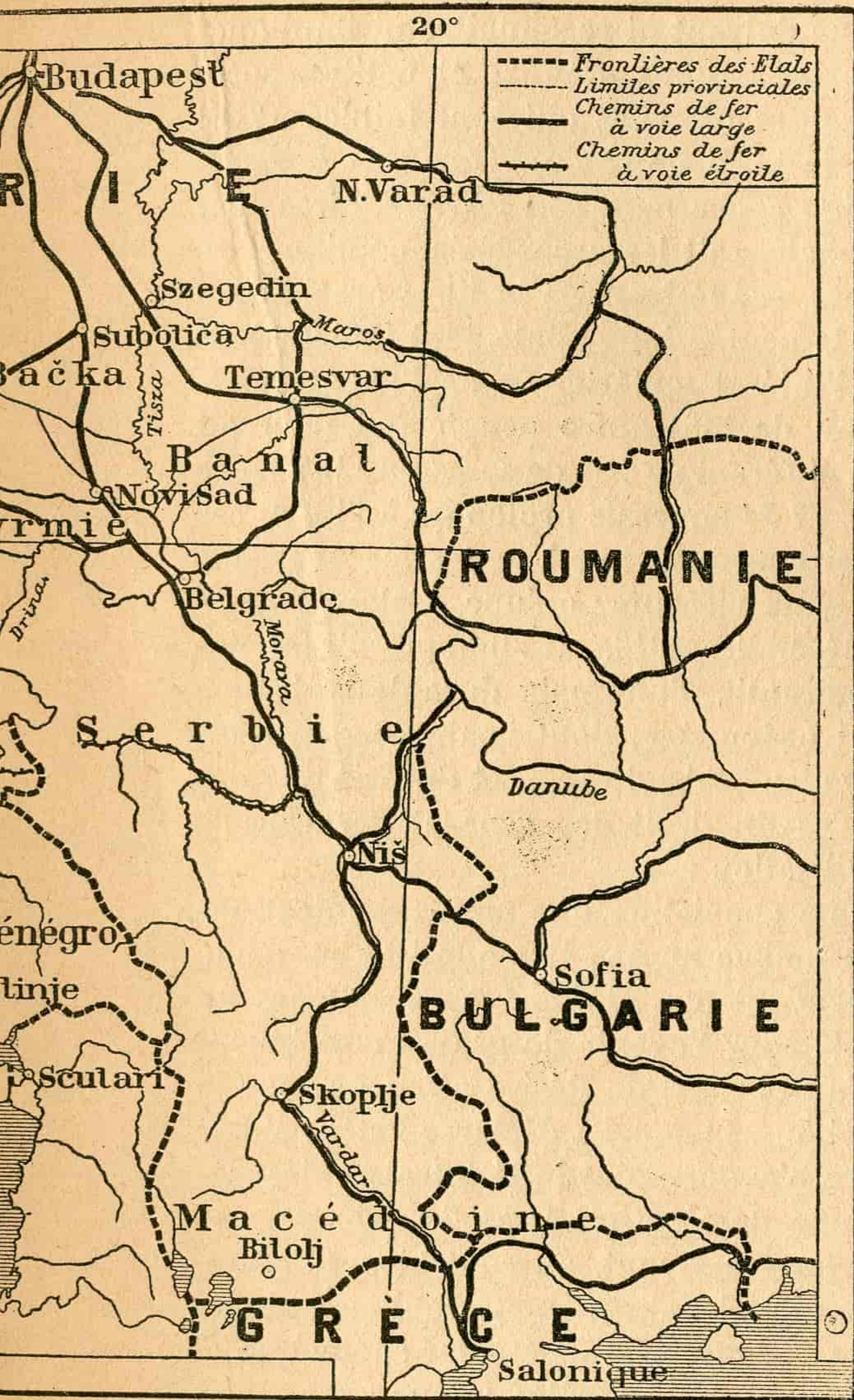
Aucun peuple d'Europe n'a salué avec plus de joie les principes au nom desquels nos alliés et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ont conduit cette guerre mondiale que le nôtre, qui, pendant des siècles, n'a cessé de combattre pour la garantie de ses libertés nationales et de son existence.

Grâce à la vaillance et à l'esprit d'abnégation de nos

puissants alliés et des Etats-Unis d'Amérique, après des pertes et des dévastations atroces, la victoire est restée aux mains de ceux qui se sont levés pour la défense de la justice et de la civilisation humaine.

Est-il nécessaire d'ajouter ici le fait connu par tout le monde, à savoir qu'aucun Etat n'a fourni relativement pareil effort militaire à celui de la Serbie? Les pertes subies par notre armée dans cette guerre sont énormes. D'après les chiffres officiels, elles se décomposent ainsi : tués, morts de blessures ou de maladies, en 1914, 56.842; en 1915, 150.000; en 1916, 7.208; en 1917, 2.270 et en 1918, 7.000; en tout, 292.340, nombre auquel il faut ajouter celui de 77.278 disparus pendant la retraite d'Albanie; en tout, 369.518, soit la moitié des hommes mobilisés. Mais ces pertes ne constituent que celle de l'armée serbe. On y doit ajouter celles de la population restée en Serbie, ainsi que celles des camps de prisonniers ou d'internés, qui se chiffrent à 630.000. Il en résulte *que le peuple serbe, rien qu'en Serbie, a donné un million de morts pour la victoire sur l'ennemi commun*. Encore ne sont comprises ici ni les pertes monténégrines ni celles de nos frères des pays yougoslaves sous la domination directe des Habsbourg (particulièrement en Bosnie et en Herzégovine) où ils furent mis hors la loi dès les premiers jours d'août 1914.

Quelles sont nos aspirations aujourd'hui? Elles sont à tel point conformes aux déclarations solennelles de nos grands alliés qu'il est presque superflu de les justifier. Lord Grey n'a-t-il pas déclaré le 23 octobre 1916 que la lutte durera « jusqu'à ce que nous ayons établi la suprématie du droit sur la force, et assuré le libre développement dans des conditions d'égalité, et conformément à leur génie propre, de tous les Etats grands et petits qui constituent l'humanité civilisée »? Les Alliés n'ont-ils pas proclamé, dans leur note au président Wilson du 10 janvier 1917, qu'ils poursuivaient, entre autres buts politiques, « la réorganisation de l'Europe garantie par un régime stable et fondée sur le respect des nationalités, et le droit à la pleine sécurité et à la liberté de développement économique que possèdent tous les peuples, petits et grands... »? Le président Wilson



ugoslaves



Les Pays Yougoslaves

n'a-t-il pas proclamé lui-même, le 22 janvier 1917 : « L'égalité des nations, sur laquelle doit reposer la paix pour qu'elle soit durable, doit impliquer l'égalité des droits; les garanties échangées ne doivent ni reconnaître ni impliquer une différence entre les nations grandes et petites, entre celles qui sont puissantes et celles qui sont faibles »? Et n'a-t-il pas demandé, le 4 juillet, à Mount-Vernon « le règlement de toute question concernant soit les territoires, soit la souveraineté nationale, soit les accords économiques ou les relations politiques, sur la base de la libre acceptation de ce règlement par le peuple immédiatement intéressé, et non sur la base de l'intérêt matériel ou de l'avantage de toute autre nation ou de tout autre peuple qui pourrait désirer un règlement différent en vue de sa propre influence ou de son hégémonie »? Je pourrais prolonger à l'infini ces citations, toutes aussi claires et aussi nettes les unes que les autres. J'abrège pour n'ajouter qu'une déclaration du baron Sonnino, de décembre 1916, où l'homme d'Etat italien affirme que la garantie d'une paix durable se trouve dans un « règlement ordonné », dont la durée dépendra « du juste équilibre entre Etats, du respect du principe des nationalités, des règles du droit des gens et des raisons d'humanité et de civilisation ».

Nous avons la ferme conviction que nos revendications ne pourront pas à la longue ne pas être admises, si, d'une part, les Alliés n'entendent pas s'infliger à eux-mêmes un démenti, ce qui aurait pour l'avenir de graves conséquences morales, et si, d'autre part, on désire offrir au monde une paix stable. Et ici, nous tenons à déclarer nettement et franchement que nous n'avons point lutté à travers les siècles pour échanger une domination étrangère contre une autre domination étrangère, ayant, au contraire, toujours tendu à une liberté nationale, et que nous voulons aujourd'hui plus que jamais. N'ayant jamais été des conquérants, nous n'ambitionnons point de conquêtes : nous avons trop souffert de la tyrannie étrangère pour souhaiter l'imposer à qui que ce soit. Mais nous demandons la liberté pour tous nos frères, tous ceux au moins qui veulent s'unir à nous dans l'œuvre commune du progrès, du droit, de la civili-

sation et de l'humanité. Et nous savons que tous les Serbes, tous les Croates et tous les Slovènes le veulent. Si, toutefois il y avait sur ce point le moindre doute, nous demandons la possibilité pour les populations de notre race, ainsi que pour leurs concitoyens d'une autre origine, d'exprimer à cet égard leur volonté. Ici encore, nous ne croyons pas émettre des prétentions exagérées. Si les Alliés assurent aux Danois du Slesvig le droit de se prononcer librement sur leur sort — et nous sommes les premiers à les en féliciter — nous ne pourrions pas comprendre pourquoi ils refuseraient le même droit aux Yougoslaves qui ont combattu à leurs côtés et coopéré à la victoire commune.



Nous réclamons une rectification de notre frontière avec la *Bulgarie*. Elle s'impose autant du point de vue ethnique et politique qu'au point de vue stratégique. Pour des motifs qu'il serait loisible de discuter actuellement, la Russie a énergiquement favorisé les Bulgares au détriment des Serbes, en 1878. Aux lèvres de Bismarck vint alors la fameuse boutade : « La paix du monde dépend-elle donc des frontières serbes ? » Il ne se rendait pas compte, en effet, combien, à la paix du monde, il importait que ces frontières fussent aussi justes que possible, puisqu'elles n'ont pas cessé d'être une cause de friction et de conflits entre les deux peuples. Le Congrès de Berlin n'a pas voulu tenir compte des 16.000 signatures de ceux qui demandaient, se sentant serbes, l'union à la Serbie. D'autre part, on sait les ambitions impérialistes des Bulgares ainsi que la versatilité de leur politique. Depuis leur affranchissement par les armes étrangères (russes, serbes et roumaines), les Bulgares ont suivi successivement la politique russe, anglaise, turque, balkanique, pour se lier définitivement avec les Empires Centraux, contre leurs bienfaiteurs et leurs meilleurs amis de la veille. Il est à espérer, pour l'honneur du genre humain, que la félonie bulgare puisse rester sans exemple. Mais il serait, d'autre part, monstrueux pour elle de sortir de cette guerre sans avoir subi les conséquences de sa trahi-

son. La délimitation actuelle doit réparer les fautes commises au traité de Bucarest (août 1913) et qui ont permis à la Bulgarie de rendre la voie ferrée Belgrade-Salonique impraticable aux Alliés. D'autre part, la ligne Bordeaux-Odessa, passant par la Serbie et la Roumanie, doit être mise hors d'atteinte de l'interception bulgare.

Nos futures frontières avec la *Roumanie* doivent correspondre dans la mesure du possible aux limites ethnographiques. Nous sommes voisins de nos amis roumains depuis que les uns et les autres nous vivons dans ces pays. Exemple sans pareil dans l'histoire du monde, nous n'avons jamais eu à nous plaindre les uns des autres, et, pour notre part, désirons sincèrement suivre la même politique à l'avenir. Si, sous l'influence austro-allemande du dernier demi-siècle, les Roumains ont paru de temps en temps vouloir se départir de cette politique sage et saine, nous espérons qu'ayant retrouvé la liberté de leurs mouvements ils reprendront maintenant le droit chemin. Les raisons historiques, ethniques, morales et économiques militent en notre faveur dans la partie ouest du Banat. Elles sont fortement appuyées par des considérations d'ordre et d'intérêt européens, qui exigent une sérieuse couverture de la vallée de la Morava ainsi que de Belgrade. Si cette effroyable guerre doit léguer une leçon aux peuples européens, ce serait, à notre avis, la nécessité pour les Roumains, les Yougoslaves et les Italiens, de s'entendre franchement et loyalement pour former, d'un commun et sincère accord, une barrière infranchissable contre de nouvelles poussées germaniques vers l'Orient.

Il ne semble pas que la Conférence de la Paix doive éprouver de grandes difficultés quant à notre délimitation avec la future *Magyarie* et avec *l'Autriche allemande*. L'action concentrée des Allemands et des Magyars en vue de la germanisation et de la magyarisation des Serbes, Croates et Slovènes, méthodiquement soutenue et encouragée par Berlin, Vienne et Budapest, a été, au cours du dernier siècle, d'une telle vigueur, qu'il est étonnant qu'elle n'ait pas obtenu plus de résultats. Il faudra enrayer résolument cette poussée

pour rendre à nos peuples, avec de solides frontières naturelles, les provinces prises sur nous par les armes de l'oppression. J'espère que l'on ne voudra pas fermer les yeux sur la lutte inégale qu'eurent à supporter sur ce terrain nos frères slovènes.

En abordant le problème le plus épineux que la Conférence ait à résoudre, je dois, immédiatement, constater que sa difficulté n'est qu'extérieure et politique. Elle provient de la contradiction où nos amis *italiens* se sont mis, en prenant d'une main le Pacte de Londres (25 avril 1915), de l'autre les solennelles déclarations des Alliés et le programme du président Wilson. Si cette guerre doit conserver son caractère primordial qui est l'opposition à l'impérialisme d'une nation, tel que l'ambitionnait l'Allemagne, si ses résultats doivent être conformes aux principes pour lesquels des millions d'hommes ont donné leur vie, si, comme tous s'y attendaient, elle doit engendrer un nouveau monde, le monde qu'avaient rêvé Cavour, Mazzini, Garibaldi, les frontières de l'Italie et du nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes seront aisément délimitées parce que la nature, les lois économiques et morales, la volonté des populations intéressées coopèrent en vue d'un résultat juste et satisfaisant pour les deux nations. Si, au contraire, le gouvernement de Rome persiste dans ses prétentions, basées sur un pacte conclu dans des circonstances et en vue des situations que la guerre a changées, — alors le règlement qui en sortira ne sera qu'un acte provisoire contre lequel la partie injustement lésée aura le droit de faire au moins toutes ses réserves. Dans des circonstances semblables, sinon identiques, notre cœur a saigné quand, en 1878, se fondant sur de pareils actes avec la Russie, les Habsbourg ont enlevé à notre peuple la Bosnie et l'Herzégovine. A cette époque aussi nous avons affirmé nos réserves contre l'injustice, comme nous l'avons fait en 1908. Malgré la grandeur de notre droit, notre voix a été étouffée. La justice a été lente à venir : tout le monde la voit aujourd'hui, mais au prix de quels sacrifices? Que de cette tragique leçon le fruit, du moins, ne soit pas perdu!

Comme sur toutes les bordures ethniques, quand les Italiens et les Yougoslaves se rencontrent, il arrive qu'ils s'entrepénètrent. Avec la bonne foi des deux côtés, il ne sera pourtant pas difficile de trouver alors une délimitation juste, correspondant à l'ensemble des légitimes intérêts des deux parties. Ce qui est incompréhensible pour nous autres, Yougoslaves, c'est de voir les Italiens vouloir prendre pied sur notre rive de l'Adriatique et sur les îles qui forment le prolongement de nos côtes. A l'exception des arguments historiques, bien faibles d'ailleurs, parce que Venise n'a dominé sur nos côtes que par la force d'une puissance maritime étendue jusqu'à la mer Noire, aucune considération d'ordre moderne n'autorise l'Italie à émettre de telles prétentions. Economiquement, géographiquement, ethniquement et moralement, ces côtes forment partie intégrante de leur *hinterland* qui est yougoslave. J'ai toujours pensé que l'Adriatique devait nous séparer politiquement de l'Italie, mais que cette mer devait, en même temps, former le plus ferme trait d'union entre nos deux peuples, se tendant franchement et loyalement la main par-dessus les flots. Il y a certes, sur nos côtes, des gens qui parlent la langue de Dante et de Pétrarque, comme il y a, et comme il y aura, de nos gens qui sont, et d'autres qui deviendront, citoyens italiens, et, dans ma pensée, il est même heureux que cela soit ainsi, les uns et les autres pouvant utilement dans l'avenir servir d'utiles traits d'union entre nos deux nations. Il ne faut pourtant pas que d'aucun côté leur nombre soit important, pour des raisons sur lesquelles il serait, d'ailleurs, inutile d'insister. Qu'on veuille bien se garder à Rome de glisser sur la pente de la politique de l'Autriche dans les Balkans. Contrairement à l'opinion qui trouvait faveur à Berlin et à Vienne, le Gouvernement italien a été, pendant plus d'un demi-siècle, partisan du principe « les Balkans aux Peuples balkaniques ». Cette politique a été la bonne. J'avoue ne pas comprendre l'intérêt que l'Italie pourrait avoir à la changer. Les impérialismes d'Europe ont été engloutis dans la débâcle des Puissances Centrales. Une démocratie telle que l'Italie peut-elle entreprendre le programme à son compte? Je ne le pense pas, mais, au contraire, suis porté à croire

que le peuple italien, tel que je le connais, comprend difficilement la politique du baron Sonnino qui le conduit à un antagonisme irréductible avec notre peuple, sans autre profit qu'une popularité factice, d'autant plus qu'abandonnant la politique de toute sa vie, il irait ainsi contre ses propres déclarations antérieures.

Ceci m'amène au rôle que le Gouvernement italien a assumé dans la question monténégrine, rôle absolument contraire aux traditions italiennes. Les hommes d'Etat italiens ont-ils oublié les départs du roi de Naples et du grand-duc de Toscane? Comment concilient-ils leur politique actuelle au Monténégro avec les principes qui ont présidé à l'unité italienne? Est-il possible qu'ils ignorent que les Monténégrins sont aussi bien Serbes que les Toscans étaient Italiens et qu'ils contestent aux premiers le droit que tout homme de bonne foi reconnaît aux seconds? Serbes comme ceux de Serbie ou de Bosnie, les Monténégrins ont proclamé leur union indissoluble avec leurs frères de Serbie et de tous les pays yougoslaves. Est-il pour un seul moment concevable que le gouvernement de Rome, issu lui-même du plébiscite, s'y oppose au nom du peuple italien? C'est à peine croyable. Et pourtant, c'est vrai.

Nous ne touchons pas à nos frontières avec la *Grèce*. Et nous observerons la même règle envers l'*Albanie*, sauf dans le cas où l'on voudrait changer le statut qu'elle a reçu à Londres en 1913. Nous ne pouvons ni ne voulons oublier que le Gouvernement albanais, présidé par Essad Pacha, a observé une conduite non seulement loyale, mais aussi franchement amicale envers les Alliés dans cette guerre. Comme il ne veut pas être ingrat envers ses grands alliés pour tous les secours qu'ils lui ont prodigués, le peuple serbe ne peut non plus être ingrat envers le gouvernement d'Essad Pacha qui a, loyalement et d'une manière chevaleresque, soutenu et favorisé sa pénible retraite à travers l'Albanie et le sauvetage du reste de son armée et de ses réfugiés. Il est à nos yeux paradoxal et même scandaleux de voir aujourd'hui se promener dans la capitale des peuples alliés et se présenter même devant la Conférence de

la Paix, au nom du peuple albanais, des hommes qui, jusqu'à hier pour ainsi dire, étaient au service des Puissances Centrales et de leur créature, le *mbret* Prince de Wied, — alors que certains gouvernements alliés sont allés jusqu'à interdire à Essad Pacha le passage par leur territoire!



En rendant compte à ses collègues du gouvernement princier de l'époque, des difficultés qu'il avait rencontrées, en 1878, à Berlin, à défendre les intérêts serbes, M. Ristic (1) écrivait : « Aucun autre Etat d'Orient n'a eu à se débattre au milieu d'obstacles aussi forts et aussi compliqués que ceux auxquels nous avons eu à faire face ». Les représentants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes auront, très probablement, le peu enviable privilège de faire la même constatation en écrivant sur la Conférence actuelle le rapport final. La vitalité de notre nation a surmonté toutes les difficultés du passé. Sa résolution de vivre dorénavant sa propre vie dans un Etat indépendant et libre et de se vouer à l'œuvre du Progrès et de la Civilisation est inébranlable. Nos alliés ne peuvent pas ne pas voir combien nos aspirations nationales sont justes et nous rendre justice : ce sera pour eux un surcroît de gloire et, pour la paix de l'Europe, une garantie de plus.

MIL. R. VESNITCH.

(1) Puisque le nom de cet homme d'Etat revient pour la seconde fois, je ne saurais me refuser le plaisir de transcrire ce qu'écrivait de lui Gambetta, le 11 septembre 1874 : « J'étais heureux, dit le grand patriote français, de me trouver en face d'un homme qui avait pu discipliner tout un peuple... Je pressentais en cet homme un secret et fier allié pour le jour où il faudra prendre et étreindre le monstre germanique entre les Latins de l'Ouest et les Slaves de l'Est, et l'étouffer dans cette double étreinte. C'est de ce côté qu'il faut jeter les yeux; c'est sur les confins entre l'Europe et l'Asie qu'il faut aller chercher les compagnons de guerre et de délivrance. » Et je renonce à tout commentaire de ces lignes prophétiques.



LA PAIX DES PEUPLES

REVUE INTERNATIONALE

DE

L'ORGANISATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE
DU MONDE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

95, Rue des Petits-Champs, 95

SOMMAIRE DU N° 1

A. DE LAPRADELLE : De la Victoire du Droit à la Paix des Peuples. — *** : L'Ouverture de la Conférence de la Paix. — PIERRE DE LEYRAT : Les Principes de Paix du Président Wilson. — Président WILSON : Des quatorze aux cinq points : Messages et Discours. — RENÉ PINON : La Paix des Peuples par la Société des Nations. — N. POLITIS : Les Aspirations nationales de la Grèce. — LANDAU-ALDANOF : La Crise russe et la Société des Nations. — TADEUSZ WOLSKI : Le Rôle de la Pologne. — ANDRÉ SPIRE : Le Peuple Juif. — X. X. X. : Le titre présent de la France à l'Alsace-Lorraine. — Professeur NIPPOLD : Une Opinion Suisse sur la nécessité d'une Justice internationale de guerre. — SESMESANGES : La Délégation Américaine à la Conférence de la Paix.

SOMMAIRE DU N° 2

SISLEY : Une Étape. — HENRI LICHTENBERGER : Psychologie de la Révolution allemande. — F. LARNAUDE et A. DE LAPRADELLE : Examen de la responsabilité pénale de Guillaume II. — L. JOUHAUX : La Conférence syndicale internationale de Berne et la Charte internationale du Travail. — A. AHARONIAN et BOGHOS NUBAR : La Question arménienne. — E. POISSON : Les Relations économiques des Peuples à la Conférence coopérative interalliée. — ZAKAOL MOLK : La Perse d'avant-guerre, de guerre et d'après-guerre. — A.-F. WHYTE : La Situation politique et sociale de l'Angleterre. — X. X. X. : La prochaine Société des Nations. — RAYMOND VOIZE : La Conception allemande de la Société des Nations. — SESMESANGES : A la Conférence : Le Français tel qu'on ne le parle pas. Avec une carte en couleurs.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

France et Colonies :		Étranger :	
Trois mois	35 fr.	Trois mois	36 fr.
Six mois	68 »	Six mois	70 »
Un an	130 »	Un an	135 »